

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

Annecy, le 10 mars 2016

Pôle administratif des installations classées

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Arrêté n° PAIC-2016 – 0018

Société KANIGEN FRANCE à BONNEVILLE
Mise en demeure – Respect des prescriptions.

VU le code de l'environnement (partie législative), livre I, titre VII et livre V titre I, notamment ses articles L.176-1, L.171-8-I et L.514-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-801 du 13 avril 2006 autorisant la société KANIGEN WORKS BENELUX à exploiter un atelier d'application de nickel chimique sur la commune de Bonneville ;

VU l'arrêté préfectoral N° PREF/DRHB/BOA/2016-0004 du 17 février 2016 relatif à l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 22 juin 2010 au nom de la société KANIGEN FRANCE ;

VU le rapport établi par le laboratoire SAVOIE-LABO (le-Bourget-du-Lac) en novembre 2015, suite à un contrôle inopiné réalisé les 26 et 27 novembre 2015 sur le rejet des eaux résiduaires industrielles de l'établissement sus-mentionné à la demande de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 08 février 2016, constatant que la concentration en phosphore total dans le rejet des eaux résiduaires industrielles relevée à l'occasion du contrôle inopiné est significativement supérieure à la valeur limite d'émission fixée par l'article 2.4.4 de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2006 sus-mentionné ;

VU le courrier adressé en recommandé avec AR à la société KANIGEN FRANCE le 28 janvier 2016 par l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier de la société KANIGEN FRANCE en date du 11 février 2016 ;

VU le rapport sus-mentionné constatant que les résultats de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant tous les trimestres sur le rejet des eaux résiduaires industrielles mettent aussi en évidence un dépassement important et récurrent de la valeur limite d'émission pour le phosphore total ;

Considérant qu'une telle situation est susceptible de porter atteinte à l'environnement et qu'il s'agit d'une non conformité notable ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général par intérim de la préfecture de la Haute-Savoie;

A R R E T E

Article 1^{er} :

La Société KANIGEN, dont le siège social et l'établissement sont situés zone industrielle des Fourmis - 618, avenue de Savoie - 74 130 BONNEVILLE est mise en demeure de prendre les dispositions utiles en vue de respecter, sous un délai maximum de trois mois, la concentration limite en phosphore total dans le rejet de ses eaux résiduaires industrielles prescrite par l'article 2.4.4 de l'arrêté préfectoral n° 2006-801 du 13 avril 2006 susvisé.

Article 2 :

A défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1^{er}, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues à l'article L.171-8 du même code.

Article 3 :

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Grenoble :

- Par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Article 4 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture par intérim et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à monsieur le maire de BONNEVILLE.

Pour ampliation,
La chef du pôle administratif
des installations classées,

Michèle ASSOUS



Le préfet,

Signé

Georges-François LECLERC